

Signalons en particulier la création de la *Coalition S.O.S. Réfugiés* et la mise sur pied de l'*Abri*, un centre qui héberge encore actuellement 140 hommes, grâce à l'initiative de l'archevêque de Montréal. Des contributions privées ont assuré 44 000\$ et une contribution du ministère des Communautés culturelles a ajouté 25 000\$.

Pourtant, une telle situation risque de s'aggraver malgré le souci humanitaire des gens. Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec a confié il y a quelques mois à Soeur Gisèle Turcot, S.B.C., autrefois secrétaire de l'Assemblée des évêques du Québec, une enquête sur cette question. Le rapport qu'elle a récemment présenté intéresse à plusieurs titres le public, et particulièrement ceux et celles qui se soucient davantage d'aide sociale directe.

Une première recommandation concerne l'audition orale des requérants et la continuation à Montréal de l'enquête commencée à Mirabel. Il y a là deux évidences et on peut espérer qu'on ne tardera pas à les mettre en pratique. Une deuxième série de recommandations touche les soins sanitaires, au moins pour les examens requis et les soins d'urgence, recommande l'octroi d'un permis de travail temporaire ou l'accès au régime de l'aide sociale, demande l'admission des enfants aux écoles primaires et secondaires. Il s'agit là d'un devoir de fraternité humaine qu'un pays comme le nôtre se doit d'assurer. S'il s'agissait de milliers de personnes, on pourrait y voir une dépense disproportionnée, mais ce n'est pas le cas. Et il serait étonnant que le payeur de taxe moyen refuse de contribuer à cette aide, même pour des personnes auxquelles le statut sera ensuite refusé.

Une troisième série de recommandations vise la

création, à Montréal, d'un organisme autonome d'aide aux réfugiés pendant la période de l'arrivée. Cet organisme serait subventionné sur la base suivante: 33% des dons privés, 33% du gouvernement du Québec, 33% du gouvernement canadien. Il pourrait être constitué à partir de la *Coalition S.O.S. Réfugiés* déjà existante. Il se chargerait de fournir aux requérants: les interprètes, le dépistage sanitaire et les soins médicaux d'urgence, l'hébergement temporaire, l'avis juridique, la recherche d'emploi, l'initiation à la vie québécoise, le contact avec les communautés culturelles et avec le parrainage.

Cette dernière série de recommandations mérite une attention spéciale. Le Québec doit de toute façon devenir familier de l'immigration et de l'aide aux réfugiés politiques. L'explosion de la population mondiale et la multiplication des frictions entre groupes ethniques ne feront qu'augmenter d'ici la fin du siècle. Et cette augmentation des nombres change substantiellement le problème. Il est bon de citer ici un texte de la Commission des affaires sociales de l'épiscopat du Canada (5 janvier 1983): "La recherche de solutions durables au problème des réfugiés n'est pas seulement la tâche du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés; c'est une tâche pour nous tous. Les causes profondes qui engendrent un exode massif n'affectent pas seulement les gens concernés; nous sommes tous impliqués. Et des solutions durables devront avoir des dimensions spirituelles et éthiques". Dans cette perspective, il faudrait même ajouter un objectif à l'organisme recommandé par le rapport Turcot: qu'il éveille les Québécois à une pleine responsabilité moderne à l'égard des réfugiés actuels et à venir.

**Julien Harvey**

## LA DICTATURE CHILIENNE CONTESTÉE

En septembre 1973, à Santiago, le gouvernement de l'Unité populaire était renversé par un coup d'État militaire et sanglant. Des dizaines de milliers de morts et de prisonniers politiques, un million et quart de Chiliens en exil ont permis de construire "une démocratie autoritaire à l'abri du marxisme" (A. Pinochet). Dix ans plus tard, la crise économique et le joug militaire sont l'objet de journées nationales de protestation, dont on ne peut entrevoir l'ampleur et l'importance, à l'étranger, qu'en jugeant de la dureté de la répression appliquée par l'armée.

Dans les années 1977-1979, encouragé par quelques indices de reprise économique, le régime s'était hâté de proclamer le "miracle chilien". En imposant d'en haut le modèle de l'École de Chicago et la sur-exploitation des travailleurs, Pinochet avait construit sur le sable; chancelant en 1980, le "miracle" sombrait l'année suivante dans la récession.

En 1982, le PNB chutait officiellement de 16%, la dette extérieure atteignait 18 milliards de dollars (ce qui laissait au pays la plus lourde dette à l'étranger *per capita* du continent: plus de 1 000 dollars par habitant); l'afflux des capitaux étrangers passait de 508 millions de dollars en 1981 à moins de 308 millions l'année suivante; quant aux investissements de l'intérieur, qui n'avaient jamais dépassé 15% du PNB de 1977 à 1981, ils diminuèrent encore sous le coup de la récession. Les mesures adoptées par le gouvernement (réduction

des dépenses publiques et augmentation des impôts) ne réussirent ni à freiner la chute de l'économie ni à pallier les retombées de la crise sur la production industrielle.

Les faillites (810 en 1981, déjà 221 cette année) dans l'industrie, chez les producteurs agricoles, jusque dans le secteur bancaire et financier, alimentent l'animosité de groupes sociaux qui avaient longtemps appuyé le régime, cependant que la "dénationalisation" de certaines ressources naturelles, la vente ou la location au capital étranger de certaines industries stratégiques, de riches gisements et de vastes territoires font que l'on répète de côté et d'autre aujourd'hui que le Chili est "en vente".

Les classes populaires doivent payer le prix de la crise, mais certains secteurs des classes moyennes sont aussi entraînés dans la misère. Le chômage touche 30% de la population active, tandis que 300 000 sans-emploi "bénéficient" de ce qu'on appelle "le plan d'emploi minimum" et reçoivent 27 dollars par mois. On évalue la chute du pouvoir d'achat des travailleurs salariés à 17%; la journée de dix heures de travail se répand dans l'industrie et dans les mines; les derniers amendements au Code du travail font obstacle à la négociation collective, tentent de diviser le mouvement ouvrier et font perdre aux travailleurs des droits acquis. Les services de santé, l'éducation et les pensions ont été remis au secteur privé. Le peuple chilien voit brimés l'un après l'autre ses droits les plus élémentaires.

Cette spirale gigantesque de la misère a fait renaître les organisations populaires de lutte contre la répression pour les droits humains, pour le logement et la santé; les partis de gauche, dont certains se sont reconstruits clandestinement, se renforcent et tendent à se rapprocher au niveau de l'action politique: citons, par exemple, "Onidad y Combate", qui regroupe le Parti radical, le Parti socialiste du Chili, le Parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire, et d'autre part "Convergencia Socialista".

Au niveau des mouvements sociaux, le "Comando Nacional de Trabajadores" dirige le mouvement ouvrier organisé, tandis que se reforment les confédérations nationales paysanne et étudiante.

Dans une ligne politique centriste, la Démocratie chrétienne forme l'axe de l'opposition des classes moyennes à la dictature et développe elle aussi une alternative et un projet de changement.

Un soi-disant "Front constitutionnel" entend préserver l'essentiel du régime Pinochet, en particulier la Constitution en vigueur depuis 1980, et voudrait susciter un mouvement d'appui à la dictature: la nomination de M. Onofre Jarpa au ministère de l'Intérieur correspond à cette nouvelle tendance. Formé de membres en vue du Parti national, liés au général Pinochet depuis les premières années du régime, le "Front" parle de relancer le processus de transition proposé par le chef de l'État et suggère une forme mitigée de contrôle des civils sur la junte militaire.

Mais le régime voit surgir d'autres projets. M. Gabriel Valdes, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Frei, président de la Démocratie chrétienne

et ancien secrétaire adjoint de l'Organisation des Nations unies, est la figure de proue de l'Alliance démocratique. Cette coalition, formée récemment autour de la DC, rassemble divers secteurs de la droite républicaine, une partie de la Social-démocratie, des éléments radicaux et socialistes de même que le groupe "Convergencia Socialista". Elle propose un contrat social, qui devrait se concrétiser en deux grandes étapes: la convocation d'une Assemblée constituante puis la tenue d'élections législatives dans un délai de dix-huit mois. Le projet inclut également, en termes généraux, la fin de la répression et le retour des exilés.

À gauche, les partis qui se rattachent au mouvement ouvrier et populaire formulent une alternative plus radicale: un projet populaire, national et révolutionnaire. Il prévoit le renversement de la dictature sans aucune concession à l'endroit du haut commandement compromis dans la répression, le démantèlement de l'appareil de répression, la clarification de tous les cas de "disparition", la libération des prisonniers politiques, le retour sans condition de tous les exilés, l'expropriation de certains monopoles et la création d'une "société authentiquement démocratique". Pour ce courant de la gauche, le changement ne se fera pas sans que l'initiative appartienne à un peuple qui a su se réorganiser dans la clandestinité.

Jusqu'ici le secrétariat d'État américain s'en est tenu à des déclarations d'une extrême prudence à propos du Chili. Pourtant, le 14 juillet dernier, le Fonds monétaire international n'hésitait pas à porter un coup très dur à la crédibilité du régime Pinochet; en affirmant publiquement que "l'un des meilleurs moyens d'apaiser les tensions politiques au Chili serait l'instauration d'un dialogue en vue d'un retour à la démocratie"...

**Maria Eugenia Saul**

## La politique américaine en Amérique centrale:

# LE BÂTON ET LA CAROTTE?

par Karl Lévêque

L'été fut chaud en Amérique centrale. Dans le grand débrayage des vacances, la télévision et les journaux, souvent si ternes en cette période de l'année, nous ont cette fois poursuivis de leurs bulletins sur l'Amérique centrale, riches en coups de théâtre et en rebondissements dramatiques. Vue d'ici, l'Amérique centrale est un dossier qui pourrait depuis deux ans: des morts, des ponts qui sautent, des villages tour à tour occupés, libérés puis repris. Cette guerre n'en finit pas et le grand public s'y était habitué.

Et puis, brusquement, à la fin du mois de juin, les choses commencent à se compliquer. Du côté américain,

le ton monte et les actes d'agression prennent une tournure sans équivoques. Mais en même temps, et pour la première fois, des gestes sont posés qui semblent signifier une acceptation du dialogue. Du côté centro-américain aussi, à cause peut-être des nombreuses conversations secrètes initiées par le Groupe de Contadora, diverses positions se dessinent qui manifestent que les jeux sont ouverts. Que se passe-t-il donc?

La politique américaine en Amérique centrale depuis deux mois présente des contradictions qu'il faut expliquer. S'agit-il de flottements; d'hésitations, de véritables revire-

ments? Cela indiquerait qu'à Washington il n'y a pas une, mais bien deux politiques pour l'Amérique centrale, qui se chevauchent, se tiraillent et se succèdent suivant que "diplomates" ou "militaires" arrachent davantage de concessions. L'hypothèse est séduisante car on peut observer sur ce dossier un terrible affrontement entre les colombes et les faucons, non seulement au Congrès, mais au sein du Parti républicain. À l'intérieur même de l'administration Reagan et jusque dans l'Exécutif, il existe aussi des divergences de vues sur les moyens mis en oeuvre dans cette politique, politique d'ailleurs fortement contestée par l'opinion pu-

blique et les médias. Peut-on parler de crise chez les stratèges et d'initiatives en complète contradiction les unes avec les autres?

Ou faut-il plutôt comprendre que nous assistons, en fait, au développement d'une seule et même stratégie, plus élaborée, dialectique, qui a l'avantage de désamorcer ou de dérouter les contradicteurs en poussant en même temps dans des directions différentes? Nous sommes enclins à le croire.

Mais commençons par nous remettre en mémoire les événements de cet été; ils relèvent, en apparence, de deux logiques différentes: l'exaspération du conflit d'une part, la recherche d'une conciliation d'autre part.

### La ligne dure

Du côté de la ligne dure, un geste important, mais que la grande presse a assez peu souligné, aura été à la fin du mois de juin, l'installation, disons, la reconnaissance officielle d'un camp d'entraînement militaire dirigé par des conseillers américains sur le territoire hondurien, camp destiné en particulier à accueillir et à former des cadres pour l'armée salvadorienne<sup>1</sup>. Voilà certainement une manière élégante de contourner la limite imposée par le Congrès au nombre de conseillers militaires envoyés au Salvador. Il y a toujours 55 conseillers américains au Salvador, mais 120 bérets verts sont arrivés à Puerto Castilla, sur la côte atlantique du Honduras, pour former la relève d'une armée salvadorienne qui jusqu'à maintenant n'a pu faire la preuve que de sa faiblesse et de son peu de conviction.

Un autre événement dramatique de ce mois de juillet aura été, bien entendu, le double encerclement du Nicaragua par la Marine américaine avec 19 bateaux de guerre, dont deux porte-avions géants chargés chacun de 70 appareils (le USS Ranger sur le Pacifique et le Coral Sea sur la côte atlantique), soit des effectifs de plus de 16 000 hommes<sup>2</sup>. Cette opération planifiée sans consulter le Congrès a été très contestée aux États-Unis mêmes. Le président Reagan a eu fort à faire pour persuader le public de la télévision américaine que les grandes manœuvres "de routine", qui vont mobiliser 4 000 soldats américains et 1 000 soldats honduriens à quelques milles de la frontière du Nicaragua, peuvent en même temps fai-

re peur à Cuba et au Nicaragua... et rassurer la population américaine et les alliés européens des États-Unis sur les intentions pacifiques de sa politique.

L'incident du cargo soviétique, par le suspense et la polémique juridique qu'il a occasionnés, soulève quand même clairement la question du blocus: les États-Unis veulent-ils, sinon faire intervenir les Marines au Nicaragua, du moins poser le verrou d'un blocus autour de ce pays? Cela serait un acte de guerre caractérisé, à l'instar de l'appui massif, évident, de la CIA au "contras" somozistes qui, superbement équipés, continuent leur harcèlement à la frontière du Nicaragua. Le directeur général de la CIA, M. William Casey, a récemment visité en personne ces camps somozistes. Selon le *Washington Post*, "au mois de mai passé, la CIA a indiqué au Congrès américain qu'il y avait 7 mille contre-révolutionnaires. En juin, l'estimation officielle est montée à 8 mille, et la semaine dernière, le Département d'État a informé qu'il y en avait entre 8 et 10 mille"<sup>3</sup>. Et on prévoit bientôt hausser leur nombre à 12 mille hommes<sup>4</sup>.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui fut le point de tension continuuel entre l'Exécutif et le Congrès depuis bientôt deux ans: le budget consacré à l'Amérique centrale, principalement au Salvador. Sinon pour rappeler que dans les discussions à huis clos qui se sont tenues au Congrès durant l'été, la CIA demandait 80 millions de dollars supplémentaires pour continuer l'agression contre le Nicaragua. Dans cette guerre de tranchées entre l'administration et le Congrès, la grande victoire du président Reagan aura été d'obtenir, il y a deux mois, que le Congrès perde son droit de veto par rapport aux décrets présidentiels. Ajoutons toutefois qu'il serait fatal au

Président d'abuser de ce surcroît de pouvoir: la presse américaine est unanime à constater que les millions de dollars d'équipement militaire n'ont réussi à donner ni à l'armée salvadorienne, ni aux mercenaires somozistes, une ardeur au combat qui soit efficace ou convaincante — les Américains auraient-ils oublié la leçon du Vietnam?

Pourtant, ce qui confirme, à nos yeux, que c'est la ligne dure qui façonne la politique américaine en Amérique centrale, ce n'est pas nécessairement le déploiement spectaculaire et tapageur de l'Armada américaine sur les côtes du Nicaragua. Plus significatifs ont été, nous semble-t-il, les destitutions successives du général Haig, puis de Thomas Enders, qui manifestent selon le *New York Times* "l'influence de William Clark" et la "mise en place d'une ligne dure à Washington"<sup>5</sup>. L'installation de Henry Kissinger à la tête de la nouvelle commission bi-partisane sur l'Amérique centrale va dans la même ligne — le palmarès du "dear Henry" dans les affaires du Cambodge et du Chili ne permet guère d'en douter — mais elle vise surtout à isoler ce débat de politique étrangère, à le soustraire à l'attention du Congrès et de l'opinion publique américaine. La mission principale confiée à Monsieur Kissinger n'est-elle pas de désamorcer l'inquiétude autour d'un dossier qui piétine et de permettre à l'administration de préparer plus sereinement les prochaines élections présidentielles? Monsieur Kissinger a la réputation d'être un spécialiste en matière de "covert action". En l'occurrence, la main de la CIA au Honduras et au Nicaragua n'est plus très clandestine, mais c'est sur la scène politique intérieure que l'on requiert les services de ce fin stratège, émule de Metternich: à lui maintenant

1. Cf. *Boletín informativo Honduras* no 26, juin 1983, publié à Tegucigalpa par le Centro de Documentación de Honduras. Cf. aussi: "Comment Washington a imposé au prés. Suazo Cordova un centre d'entraînement pour l'armée salvadorienne" *Le Monde diplomatique*, no 353, août 1983, p. 2.  
2. Nouvelles de ANN (Agence Nueva Nicaragua).  
3. Dépêche du 14 juillet 1983, ANN, bulletin 34.  
4. "Le *Washington Post* précise qu'une force contre-révolutionnaire de douze mille hommes serait deux fois plus importante que celle de la guérilla salvadorienne" (ANN, 14 juillet 1983, bulletin 34).

5. Steven R. Weisman, dans son article "The influence of William Clark. Setting a Hard Line in Foreign Policy", (*New York Times Magazine*, 14 août 1983) établit que c'est sur les recommandations de son assistant sur les Affaires de Sécurité nationale, Monsieur Clark, que Monsieur Reagan a congédié le général Haig, puis Thomas Enders. Son analyse nous fait craindre le pire si le président Reagan continue à suivre l'opinion exclusive de ce conservateur têtue, simpliste. A moins que la vapeur ne se renverse... "Mr. Clark's emergence as the key sharper of policy could be what forces a public debate on the appropriateness of force — or the threat of it — to produce results" (art. cit. p. 47).

de "couvrir" Monsieur Reagan pour que celui-ci puisse amorcer sa campagne électorale sans être écrasé par l'échec évident de sa politique extérieure en Amérique centrale.

### La voie de la conciliation

Par contre, ce qui aura été entièrement nouveau durant le mois de juillet, c'est, en même temps que l'envoi des porte-avions et l'accentuation de la ligne dure, l'ouverture d'une autre voie qui semble plus conforme à ce que demandent de larges secteurs de l'opinion américaine: celle du dialogue.

Richard Stone, délégué spécial du président Reagan pour l'Amérique centrale, a pris le bâton de pèlerin et fait le tour des capitales centro-américaines. Dans le même temps, le président Reagan changeait de ton pour parler des initiatives du Groupe de Contadora: il a loué leur action et souhaité qu'elle dégage un chemin qui puisse mener à une solution politique, et non plus seulement militaire, du conflit.

Il est indéniable que le progrès, l'élargissement, de ce qui au départ était seulement la position de la France et du Mexique, devait inspirer un peu plus de considération au gouvernement américain. Même si la rencontre de Panama s'est soldée par un échec — on aurait pu le prévoir —, les États-Unis ne peuvent pas écarter l'éventualité d'une certaine solidarité latino-américaine autour des propositions du Groupe de Contadora. Depuis la guerre des Malouines, l'ascendant diplomatique des États-Unis sur l'ensemble du continent latino-américain reste plutôt fragile.

Pour doubler à gauche tous ceux qui critiquent sa ligne dure, le prési-

6. ANN, 19 juillet 1983, bulletin 34.  
7. ALAI (Agence latino-américaine d'information, Montréal), 5 août 1983, no 41, p. 648.  
8. Déclaration de Daniel Oduber au journal mexicain *Excelsior* le 20 juillet 1983. Rapportée par ALAI, 5 août 1983, no 41, p. 642.  
9. Le scandale d'un quart monde qui meurt de faim en plein cœur des grandes villes américaines a été un choc salutaire.

dent Reagan envoie donc son délégué rencontrer en Colombie, grâce aux bons offices du président Belisario Betancur, un représentant officiel de l'opposition salvadorienne M. Ruben Zamora, du FDR. Au sortir de cette entrevue historique, on a même parlé d'"organiser" une rencontre entre le chef de l'État, le président Magaña, et un leader de la guérilla...

Toujours du côté américain, au niveau du discours, deux éléments sont à signaler. On voudrait faire croire que la ligne dure de l'administration Reagan avait toujours eu pour but de forcer l'adversaire à accepter le dialogue — ce qui est loin d'être évident. Et, assez brusquement, on laisse entendre au niveau des médias que le volume des armes envoyées au Salvador à partir du Nicaragua est loin d'être aussi important qu'on l'avait déjà dit. Au fait, quoiqu'il leur soit difficile de trop le montrer, les États-Unis cherchent bien plus le dialogue avec le Nicaragua qu'avec la guérilla salvadorienne. La solution politique est probablement plus rentable pour traiter avec Managua qu'avec les militants armés du FPL ou de l'ERP qui font la guerre dans le Chalatenango et le Morazan. Alors qu'à l'inverse une négociation avec Managua pourrait finir par entraîner un cessez-le-feu au Salvador. Les Américains veulent-ils seulement, par un semblant de négociation, se justifier de continuer la politique des canonnières? Ou bien veulent-ils obtenir une réponse de Managua et de Cuba en faisant cette ouverture du côté du Salvador?

Nous connaissons la réponse de Managua. Daniel Ortega a formulé une proposition de paix dans un grand discours prononcé à León, le 19 juillet, à l'occasion du 4e anniversaire de la révolution nicaraguéenne. Elle contient six points:

"La signature d'un accord de non-agression entre le Nicaragua et le Honduras, l'arrêt absolu de l'envoi d'armes aux forces belligérantes au Salvador, l'arrêt de l'appui militaire et de l'utilisation de n'importe quel territoire pour lancer des agressions contre un gouvernement de la région, l'engagement à respecter l'auto-détermination et la non-ingérence dans les affaires internes, la fin des représailles économiques contre des pays de la région et l'arrêt total des exercices militaires dans la région"<sup>6</sup>.

Fidel Castro aussi a parlé le langage de la modération: si les Américains cessent d'envoyer des armes, des conseillers militaires au Salvador

et aux Somozistes, Cuba prend l'engagement de cesser toute aide militaire aux pays de la région<sup>7</sup>.

Il faut signaler aussi l'importance d'une lettre — qui n'a pas encore été rendue publique — de 4 dirigeants de l'Internationale socialiste, Willy Brandt, Felipe Gonzales, Carlos Andres Perez et Daniel Oduber, qui ont manifesté leur inquiétude à la direction du Front sandiniste devant le fait que "le programme de 79 n'était pas respecté". Aux yeux de l'Internationale socialiste, l'alternative est la suivante:

"Ou bien les Sandinistes reviennent au projet démocratique formulé dans ce qui s'appelle le "Pacte de Puntarenas" et dans la résolution de l'OEA, ou bien il n'y aura pas moyen de les défendre"<sup>8</sup>.

Cette intervention a dû peser aussi dans la manière nouvelle de poser la question des négociations en Amérique centrale. Le Nicaragua et le Salvador acceptent tous deux que le cadre de ces négociations soit multilatéral, mais ils ne souscriront certainement pas au vœu du président Reagan que ce cadre soit celui de l'Organisation des États américains (OEA): ce qui soustrairait ce débat à l'autorité des Nations unies pour le ramener dans cette organisation interaméricaine où les moyens de pression des États-Unis sont plus grands.

Il ne fait aucun doute que la sortie de conflit passe par les démarches du Groupe de Contadora. Au Salvador, les forces du FMLN-FDR sont dans une position avantageuse au plan militaire. Elles seraient donc prêtes à négocier l'établissement d'un gouvernement de transition avec la participation du FMLN-FDR, la restructuration de l'armée et, à plus long terme, la préparation et la tenue d'élections générales. Le gouvernement Magaña acceptera-t-il de se plier à ces objectifs? Certainement, si les États-Unis l'y obligent.

Peut-on souhaiter que ce changement dans la politique américaine, qui était certainement commandé par les impératifs de la vie politique interne des États-Unis<sup>9</sup> et plus précisément par la perspective des élections de novembre 1984, mais dont nous avons pu mesurer les effets immédiats, puisse convaincre l'administration Reagan de la fécondité du dialogue et ouvrir une issue à ces guerres fratricides qui ont fait tant de victimes depuis deux ans?